



Des soins de santé de
qualité pour tous

Freins :

- Discrimination des personnes bénéficiaires de la CMU dans le secteur libéral
- Mise sous tension du secteur hospitalier, problème de gestion hospitalière, fermeture des lits, rationalisation des coups
- Débat sur les 35H lorsque l'on voit qu'un hôpital travaille 24/24
- EPHAD prix excessifs, mauvaise gestion
- Lobby politique puissant sur l'agro-alimentaire, gros problème de diabète et d'obésité.

Préconisations d'EAPN France :

- Démocratie alimentaire, prix juste, chaîne alimentaire, développement des productions locales, une éducation alimentaire mais aussi à la consommation est à mettre en place auprès de tous
- Un travail est à faire auprès de la banque alimentaire notamment au niveau de la qualité des produits qui ne sont pas tous bons (périmé, immangeable, de mauvaise qualité etc...)
- Il faut lutter contre le gaspillage, *la loi n°2018-938 du 30 novembre 2018 pour l'équilibre des relations commerciales dans le secteur agricole et alimentaire et une alimentation saine durable et accessible à tous (Egalim)* doit être correctement appliquée.



Le numérique et la
digitalisation pour tous

Friens :

- Personnes âgées parfois en rupture pour l'utilisation du numérique et cela peut créer une rupture de droits
- La numérisation de tout déshumanise nos sociétés, cela formate les gens qui ne sont plus vu comme des personnes mais comme des objets, cela modifie les relations entre les gens.
- Il n'y a plus de cabine téléphonique, rupture supplémentaire pour les personnes ne disposant pas de téléphone par exemple.
- Digitalisation-numéros verts
- Protection des données, dossier individuel et social, le secret partagé...

Préconisations d'EAPN France :

- Proposition d'une allocation numérique pour les personnes qui en ont besoin
- Proposition d'une formation pour les personnes désireuses de se former

UN LOGEMENT DÉCENT POUR TOUS



Freins :

- Lourdeur administrative
- Echec de *la loi du 13 décembre 2000* sur la solidarité et le renouvellement urbains (SRU), 20% de logement social prévu normalement par la loi mais ça n'est pas appliqué par exemple à Neuilly il n'existe que 4% de logement social.
- Echec de *la loi Dalo du 5 mars 2007 instaurant le droit au logement opposable* qui reconnaît un droit au logement décent et indépendant aux personnes, résidant en France de façon stable et régulière, qui ne peuvent accéder par leurs propres moyens à un tel logement ou s'y maintenir. Les personnes concernées ne retrouvent souvent pas de logement.
- Problème de construction de logements sociaux notamment pour les étudiants qui sont plus nombreux que le nombre de logements sociaux prévu.
- Les logements privés manquent d'encadrement notamment dans les villes dites tendues comme Paris, Lyon, Marseille, Bordeaux etc...
- Problèmes d'inégalité territoriale, la crise du logement se concentre essentiellement sur les zones tendues.
- Problèmes avec les locations saisonnières qui tendent encore plus le marché
- Les seniors ont du mal à se loger en raison de leurs petites retraites, on ne loue pas au plus de 60 ans etc...
- La prolifération des marchands de sommeil

- Il existe des publics prioritaires aux logements vacants, il y a un problème d'organisation de vacances des

Préconisations d'EAPN France :



Accès à un revenu minimum



Freins :

- Depuis la baisse des retraites beaucoup de difficultés, il y a une diminution du niveau de vie.
- Problèmes avec le minimum vieillesse (901 euros), minimum handicapé également
- Réduction des APL
- Problème du « bon pauvre », les gens sont harcelés parfois par les bailleurs
- Les jeunes sont exclus des revenus minimums
- Territorialisation des politiques publiques (AH)
- Le bénévolat n'est pas valorisé
- Le critère d'obtention des bourses n'est pas clair
- Encadrement des loyers intégrés pour l'obtention des APL

Préconisations d'EAPN France :

- Augmenter le revenu minimum pour être en adéquation avec la vie
- Augmenter les minimas sociaux
- Piketty propose une révolution fiscale, [Pour une révolution fiscale](#)
- Encadrement des loyers intégrés pour l'obtention des APL
- Il faut nationaliser toutes les politiques publiques
- Il faut que les jeunes dès 18 ans aient un revenu minimum pour subvenir à ses besoins